



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Conseil général de l'Environnement
et du Développement durable

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme,
sur la modification N°3 du PLU de la commune de Tournefeuille
(31)**

n°saisine : 2022 - 010529

n°MRAe : 2022DKO141

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-33 ;

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020, 21 septembre 2020, 23 novembre 2021, 24 décembre 2021 et 24 mars 2022 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 03 novembre 2020, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 07 janvier 2022, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n° 2022 - 010529 ;**
- **modification n°3 du PLU de la commune de Tournefeuille (31) ;**
- **déposée par la communauté d'agglomération Toulouse Métropole;**
- **reçue le 03 mai 2022 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 3/05/2022 et la réponse en date du 20/05/2022 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne en date du 3/05/2022 et la réponse en date du 11/05/2022;

Considérant que la communauté d'agglomération Toulouse Métropole envisage une modification n°3 du PLU de la commune de Tournefeuille, qui comporte six objets :

- n°1: modifier le 1er alinéa de l'article UA2, UB2, UC2, UD2 et 1AU2 du règlement écrit ;
- n°2 : modifier le 3ème alinéa de l'article 1AU2 du règlement écrit ;
- n°3 : mettre à jour, supprimer et créer des espaces réservés logements (ERL), visant à augmenter la production de logements en centre-ville ;
- n°4 : modifier le 1^{er} alinéa de l'article UE2 du règlement écrit ;
- n°5 : créer un emplacement réservé (ER) dédié à l'élargissement d'un carrefour rue Michel Montagné, visant à assurer une meilleure desserte de la ZAC de Ferro-Lèbres et de l'urbanisation existante ;
- n°6 : modifier les règles d'implantation des constructions le long de la route de Tarbes et de la rue Gaston Doumergue, fixées par le règlement graphique ;

Considérant que du fait de leur nature, les points de modification n°1, 2, 3, 4, 6, modifiant les règles applicables dans des secteurs déjà constructibles du PLU en vigueur, ne présentent pas de nouveau risque d'impact potentiel notable sur l'environnement;

Considérant que du fait de sa localisation, en dehors des enjeux environnementaux identifiés, dans la trame urbaine bâtie, l'élargissement d'un carrefour (point de modification n°5) ne présente pas de nouveau risque d'impact potentiel notable sur l'environnement ;

Considérant en conclusion que le projet de modification n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de modification n°3 du PLU de la commune de Tournefeuille (31), objet de la demande n°2022 - 010529, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr.

Fait à Toulouse, le 10 JUIN 2022

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation



Stéphane Pelat
Membre de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

La présidente de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.